



Division Afrique Sub-Saharienne

TERMES DE REFERENCES POUR L'ÉVALUATION EXTERNE A MI-PARCOURS DU PROJET «AMELIORER LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI (01/01/2017 – 31/12/2020) »

I. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées - Genève (DCAF) a pour mission de promouvoir la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Le Centre mène des recherches sur les bonnes pratiques, encourage l'élaboration de normes appropriées au niveau national et international, formule des recommandations, propose du conseil et appuie la mise en œuvre des programmes d'assistance sur le terrain.

Au Mali, le DCAF soutient le processus de Réforme et Gouvernance du secteur de la sécurité entamé depuis 2014, dans le but de contribuer au rétablissement d'institutions de sécurité fortes, crédibles, efficaces et transparentes et de renforcer les mécanismes de redevabilité et de contrôle démocratique. Sur la base de ses projets antérieurs au Mali, le DCAF soutient les acteurs clés dans la mise en œuvre d'un processus G/RSS inclusif et coordonné tel que le Conseil National de la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS) et le Commissariat à la RSS, le Ministère de la Sécurité, les institutions de contrôle interne, tels que les inspections des différents services, et externes, tels que le Parlement, la CNDH et les organisations de la société civile.

Depuis Janvier 2017, DCAF met en œuvre ce projet financé par l'Ambassade des Pays Bas et qui fait suite à une première phase 2014-2016. Il vise à contribuer à la stabilité et à la sécurité humaine au Mali dans le cadre établi par l'Accord de paix de Bamako et en complément des travaux d'autres partenaires internationaux. La théorie du changement du projet consiste à renforcer les capacités des acteurs dans trois secteurs importants de la sécurité au Mali :

- Résultat 1 : L'exécutif adopte des stratégies et crée des structures et des politiques institutionnelles pour guider et gérer le processus de réforme du secteur de la sécurité, conformément aux principes démocratiques, au respect des droits de l'homme, à l'égalité de genre et à la primauté du droit ;
- Résultat 2: Les institutions de sécurité intérieure, telles que la gendarmerie et la police nationale, adoptent des politiques et des pratiques leur permettant de s'acquitter efficacement de leur mandat (conformément à l'article 24 de l'accord de paix) et de répondre aux besoins de la population, dans un cadre transparent, le respect des droits de l'homme et l'égalité de genre ;
- Résultat 3: Les acteurs du contrôle, y compris l'Assemblée nationale, les institutions nationales des droits de l'homme, les communautés et les groupes de la société civile, exercent leur rôle de contrôle externe du secteur de la sécurité et de l'exécutif de manière efficace et en défendant les objectifs de l'égalité de genre.

Le but de cette évaluation à mi-parcours est de questionner le cadre général de l'intervention (justificatif, cibles, besoins, projet, outils...) et d'analyser sa mise en œuvre à la lumière de critères référentiels (appropriation nationale, effectivité, efficacité, efficience, durabilité...) pour identifier les leçons apprises et préparer au mieux la programmation 2019.

II. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION ET RESULTATS ATTENDUS

Objectifs

La présente mission d'évaluation à mi-parcours a pour objectif principal de mesurer et analyser le degré de réalisation des activités et des objectifs du projet et de préparer la phase 2019 de mise en oeuvre.

Résultats attendus

A la fin de la mission d'évaluation, les produits suivants sont attendus :

- ✓ Une rapide évaluation du contexte actuel de la RSS au Mali, appuyée d'une analyse de la cohérence du projet par rapport aux documents de cadrage nationaux et de la complémentarité avec les autres acteurs ;
- ✓ Le degré de réalisation des activités à travers un bilan des activités par résultats attendus (8), et les raisons expliquant les écarts par rapport aux prévisions (présentation sous forme de tableau activités prévues / activités réalisées / explication des écarts).
- ✓ Une présentation du niveau d'atteinte des objectifs initialement fixés et une analyse de l'efficacité/efficience/ de l'exécution du projet à mi-parcours pour chacun des 8 résultats du projet.
- ✓ Une actualisation argumentée du cadre logique du projet, incluant:
 - Une actualisation des hypothèses liées à la mise en oeuvre des activités et à l'obtention des résultats ;
 - Une actualisation argumentée des indicateurs et de la matrice de suivi/évaluation;
 - Une proposition argumentée de plan de travail et de budgétisation couvrant la période janvier 2019 – décembre 2020.

III. METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

Le commanditaire mettra à la disposition des consultants, les documents suivants :

- Le rapport d'évaluation de l'intervention 2014-2016.
- Le document de projet.
- Le budget du projet.
- Les rapports narratifs trimestriels.
- Le cadre logique révisé et tout autre document pertinent.

L'équipe de consultants proposera une méthodologie active et participative (focus group) avec des visites de terrain et des entretiens avec les institutions nationales et internationales partenaires.

Un atelier de validation de l'évaluation 2018 et de la planification 2019 sera organisé durant le mois de janvier 2019 et inclura tous les partenaires nationaux du DCAF. Son cout sera pris en charge de manière séparée par DCAF et n'est pas à inclure dans la proposition financière. L'organisation de cet atelier et la préparation de ses termes de référence est de la responsabilité du consultant principal en collaboration avec le Coordonnateur de DCAF au Mali et de son équipe qui appuieront sa préparation et sa mise en oeuvre.

IV. MISE EN OEUVRE ET CALENDRIER DE LA MISSION

Le DCAF Mali assure la coordination de l'évaluation et est responsable du recrutement des experts ainsi que la gestion de leur contrat. Il guidera le consultant principal dans la rencontre des partenaires et la mission terrain et fournira toute la documentation souhaitée. Il sera en charge de l'organisation de la réunion de validation du rapport d'évaluation et de la réunion finale.

Le calendrier de la mission sera à proposer par le(s) consultant(s). Il devra inclure au minimum:

- Revue documentaire;

- Visites de terrain ;
- Questionnaires ou interview selon la méthodologie adoptée par le(s) consultant(s) ;
- Restitutions des premiers éléments au DCAF;
- Rédaction du rapport provisoire d'évaluation;
- Transmission du rapport provisoire et organisation d'une réunion de validation ;
- Organisation d'un atelier de validation de l'évaluation et de planification;
- Élaboration du 2^{ème} rapport provisoire de l'évaluation/planification ;
- Tenue de la réunion finale ;
- Multiplication et diffusion du rapport (Coût pris en charge par DCAF).

V. DUREE DE LA MISSION

La mission est prévue pour une durée de trente (30) jours calendaires à compter du 1er décembre 2018. L'atelier de restitution se tiendra avant le 31 janvier 2019.

VI. CRITERE DE SELECTION DU CONSULTANT PRINCIPAL

- Expertise sur la thématique de la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali;
- Forte expérience en planification, en développement, gestion de projet, sciences sociales;
- Plus de 8 ans d'expérience dans le domaine de la conception, suivi et évaluation de projets;
- Expérience de travail avec une organisation internationale;
- Connaissance du français et de l'anglais écrit, lu et parlé;

VII. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les consultants intéressés à soumissionner devront fournir un dossier complet à l'attention d'Hervé Gonsolin (h.gonsolin@dcaf.ch) en mettant en copie Luther Yameogo (l.yameogo@dcaf.ch).

Les candidatures relatives au présent appel d'offre comprendront :

- Un CV détaillé du consultant principal et éventuellement ceux des consultants secondaires.
- Une proposition méthodologique, reflétant ce TDR ;
- Une proposition financière ;
- Un rapport antérieur rédigé par le consultant principal.

La date finale de réception des dossiers de candidature est fixée au 23 novembre 2018.

A noter que DCAF se réserve le droit de vérifier les informations contenues dans les CV sans en informer le soumissionnaire.